

Société des Grands Projets

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Grant Thornton

Commissaire aux comptes

29 rue du Pont

92200 Neuilly-sur-Seine

KPMG SA

Commissaire aux comptes

Tour Eqho

2 avenue Gambetta

92066 Paris la Défense Cedex

Société des Grands Projets

Immeuble Moods

2, Mail de la petite Espagne
93212 LA PLAINE SAINT-DENIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres du Conseil de surveillance de la Société des Grands Projets

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision ministérielle et par le Président du Directoire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société des Grands Projets relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux Établissements Publics Nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société des Grands Projets à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit et des engagements.

Fondement de l'opinion sans réserve

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « 2.3. Correction d'erreurs sur exercices précédents » de l'annexe des comptes annuels concernant la comptabilisation de la correction d'erreur sur les stocks de matériels roulants.

Justification des appréciations - points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Réalité des investissements dans le cadre du projet du Grand Paris Express

Risque identifié

Au 31 décembre 2024, les investissements corporels bruts cumulés depuis le début du projet du Grand Paris Express s'élèvent à 21 455 M€. Ces investissements sont comptablement enregistrés en immobilisations corporelles.

La méthode de comptabilisation de ces immobilisations a été définie par la délibération du directoire n° D 2012-20 du 5 octobre 2012. Le fait générateur justifiant l'activation de l'immobilisation et la détermination de son coût sont présentés dans l'annexe aux comptes annuels en note « 3.1. Les immobilisations ».

Nous avons considéré que le fait générateur justifiant l'activation des immobilisations ainsi que le coût retenu constituaient un point clé de notre audit, compte tenu de l'importance et du volume de ces actifs dans le bilan de la Société des Grands Projets.

Notre réponse

Nos travaux ont notamment consisté à :

- apprécier la conformité de la méthodologie appliquée par la société avec les principes et méthodes comptables applicable aux Établissements Publics Nationaux ;
- prendre connaissance du processus de comptabilisation des investissements établi par la direction, depuis la validation des engagements, l'enregistrement comptable; jusqu'à la liquidation ;
- tester l'efficacité opérationnelle des contrôles pertinents portant sur les processus et les systèmes d'information, avec l'appui de nos spécialistes informatiques ;
- pour des immobilisations acquises sur l'exercice, sélectionnées par sondages aléatoires, statistiques ou sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs, effectuer des tests substantifs de détail sur leur correcte comptabilisation ;
- apprécier si l'information financière présentée en annexe donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil de Surveillance.

Informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société des Grands Projets par décision ministérielle du 24 octobre 2011 pour le cabinet Grant Thornton et par le Président du Directoire le 3 août 2022 pour le cabinet KPMG.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Grant Thornton était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption, dont six années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé, et le cabinet KPMG était dans sa troisième année.

Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'agent comptable en relation avec l'ordonnateur d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux Établissements Publics Nationaux, ainsi qu'à l'ordonnateur et à l'agent comptable de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'ordonnateur d'évaluer la capacité de l'Établissement à poursuivre son exploitation, et à l'agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Établissement ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit et des engagements de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit et des engagements

Nous remettons au comité d'audit et des engagements un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des engagements figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit et des engagements la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des engagements des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Le 6 mars 2025 à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense

Grant Thornton

KPMG SA

**Membre français de Grant Thornton
International**



Société des Grands Projets

Compte financier **2024**

societedesgrandsprojets.fr

Conformément à l'article 211 du décret Gestion Budgétaire et Comptable Publique, le présent compte financier comprend les éléments suivants :

- Les tableaux des autorisations d'emploi et des autorisations budgétaires (tableaux 1 et 2) ;
- Le tableau présentant l'équilibre financier (tableau 4) ;
- Les états financiers annuels prévus à l'article 202 du décret GBCP : bilan, compte de résultat et annexe

Sommaire

Bilan	11
Compte de résultat	6
Annexe	8
1. Principes et méthodes d'évaluation	9
2. Faits caractéristiques et comparabilité	9
des comptes	9
2.1. Faits marquants	9
2.2. Changements comptables.....	10
2.3. Correction d'erreurs sur exercices précédents	10
2.4. Evènements post-clôture.....	11
3. Notes relatives aux postes de bilan	12
3.1. Les immobilisations	12
3.1.1. Immobilisations incorporelles en valeur brute	13
3.1.2. Immobilisations corporelles en valeur brute	14
3.1.3. Immobilisations financières	15
3.1.4. Amortissements	16
3.1.5. Dépréciations	18
3.2. Les stocks	18
3.3. Les créances	19
3.4. Disponibilités	20
3.5. Financements reçus et capitaux propres.....	20
3.5.1. Tableau des financements reçus	20
3.5.2. Réserves, résultat et report à nouveau	21
3.6. Provisions.....	21
3.7. Emprunts et dettes	22
3.7.1. Dettes financières	22
3.7.2. Dettes non financières	24
4. Notes relatives au compte de résultat	26
4.1. Charges.....	26
4.2. Produits	27
5. Autres informations.....	27
5.1. Engagements hors bilan.....	27
5.2. Evènements postérieurs à la clôture	27
5.3. Aspects environnementaux	27
5.4. Filiales et participations	27
5.5. Effectifs SGP au 31/12/2024	28

Bilan

ACTIF	01/2024 à 12/2024			01/2023 à 12/2023
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	66 238 398,76	27 027 028,87	39 211 369,89	37 539 680,65
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 277 285 297,91	0,00	1 277 285 297,91	985 015 144,73
Constructions	2 575 693 494,93	22 430 226,42	2 553 263 268,51	128 512 559,77
Installations techniques, matériels et outillage	22 913 979,21	1 619 165,44	21 294 813,77	9 399 646,52
Collections	10 833 355,85	0,00	10 833 355,85	0,00
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	101 398 812,41	16 439 350,48	84 959 461,93	47 827 583,47
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	16 335 054 489,33	0,00	16 335 054 489,33	15 891 837 208,99
Avances et acomptes sur commandes	1 131 665 973,71	0,00	1 131 665 973,71	664 731 882,21
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	5 229 148,83	0,00	5 229 148,83	5 220 025,64
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	21 526 312 950,94	67 515 771,21	21 458 797 179,73	17 770 083 731,98
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	422 634 228,62	0,00	422 634 228,62	304 471 755,08
Créances				
Créances sur entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la CE	216 803 720,62	0,00	216 803 720,62	244 117 499,80
Créances sur clients et comptes rattachés	5 029 167,33	73 181,67	4 955 985,66	15 040 296,12
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	50 783 678,15	0,00	50 783 678,15	28 405 335,48
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	12 385 615,26	0,00	12 385 615,26	13 444 731,60
Charges constatées d'avance	280 408 962,02	0,00	280 408 962,02	245 091 400,88
TOTAL ACTIF CIRCULANT	988 045 372,00	73 181,67	987 972 190,33	850 571 018,96
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	10 358 445 065,43	0,00	10 358 445 065,43	11 980 807 009,84
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	10 358 445 065,43	0,00	10 358 445 065,43	11 980 807 009,84
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	54 970 122,45	0,00	54 970 122,45	53 619 890,13
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	32 927 773 510,82	67 588 952,88	32 860 184 557,94	30 655 081 650,91

PASSIF	01/2024 à 12/2024	01/2023 à 12/2023
FONDS PROPRES		
Financements reçus		
Financement de l'actif par l'état	0,00	0,00
Financement de l'actif par des tiers	99 291 615,43	77 766 813,23
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	912 405 643,04	1 064 447 977,42
Report à nouveau	86 556 069,18	-21 089 613,64
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-43 182 589,19	-152 042 334,38
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	1 055 070 738,46	969 082 842,63
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	13 299 580,14	5 921 113,84
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13 299 580,14	5 921 113,84
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires	28 245 000 000,00	26 245 000 000,00
Emprunts souscrits auprès d'établissements financiers	2 334 642 857,13	2 400 714 285,71
Dettes financières et autres emprunts	207 828 494,33	184 390 680,98
TOTAL DETTES FINANCIERES	30 787 471 351,46	28 830 104 966,69
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	249 245 266,64	106 640 517,38
Dettes fiscales et sociales	25 612 071,63	40 559 882,36
Avances et acomptes reçus	462 683 380,81	430 432 503,73
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
Autres dettes non financières	31 345 790,91	25 888 568,28
Produits constatés d'avance	235 456 377,89	246 451 256,00
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	1 004 342 887,88	849 972 727,75
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	0,00	0,00
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	32 860 184 557,94	30 655 081 650,91

Compte de résultat

	01/2024 à 12/2024	01/2023 à 12/2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charge de service public	0,00	0,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	334 189,73	970 717,61
Subventions spécifiquement affectés au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	907 065 163,77	846 981 693,76
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)		
Ventes de biens ou prestations de services	392 099 052,57	4 353 942,99
Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00	598 765,78
Autres produits de gestion	7 945 654,32	3 410 844,69
Production stockée et immobilisée	-1 173 994,56	75 767 642,22
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	6 486 446,44	4 943 958,19
Reprise du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)	1 312 756 512,27	937 027 565,24
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	2 679 733,36	1 034 951,61
Consommation de marchandises et d'approvisionnement	554 391 383,40	351 335 370,43
Charges de personnel		
Salaires, traitements, rémunérations	86 127 814,08	78 712 338,66
Charges sociales	35 450 425,19	34 688 098,04
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	5 091 335,73	2 312 518,83
Autres charges de fonctionnement	208 207 901,95	191 884 098,85
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	44 091 126,98	15 857 392,05
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	936 039 720,69	675 824 768,47

CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	0,00	0,00
Transferts aux entreprises	3 135 623,54	45 626,89
Transferts aux collectivités territoriales	2 353 686,87	2 300 388,35
Transferts autres collectivités	61 967 681,34	111 641 117,14
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	67 456 991,75	113 987 132,38
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
PRODUITS (OU CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV=I-II-II)	309 259 799,83	147 215 664,39
PRODUITS FINANCIERS		
Produits sur des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	4 387,95
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	9 202 491,66	9 177 348,24
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	9 202 491,66	9 181 736,19
CHARGES FINANCIERES		
Charges d'intérêts	349 900 210,44	298 152 278,57
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	502,00	-31 147,90
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	11 744 168,24	10 318 604,29
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	361 644 880,68	308 439 734,96
PRODUITS (OU CHARGES) NETS FINANCIERS (VII=V-VI)	-352 442 389,02	-299 257 998,77
Impôts sur les sociétés (VIII)	0,00	0,00
RESULTAT IX=IV+VII-VIII	-43 182 589,19	-152 042 334,38

Annexe

1. Principes et méthodes d'évaluation

La Société des Grands Projets (SGP), établissement public à caractère industriel et commercial, soumis aux règles de la comptabilité budgétaire, applique depuis le 1er janvier 2017, le recueil des normes comptables des organismes dépendant de l'Etat (recueil des normes des établissements publics).

Les états financiers produits par la SGP au titre de l'exercice clos au 31/12/2024 sont conformes aux dispositions issues de la norme 1 du recueil des normes comptables applicables aux organismes visés aux alinéas 4 à 6 de l'article 1er du décret no 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La nomenclature appliquée est le plan de compte commun diffusé par l'instruction 16 décembre 2023 diffusée par BOFIP-GCP-23-0047 du 19/12/2023.

La durée de l'exercice correspond à l'année civile.

La SGP est un organisme soumis aux règles de la comptabilité budgétaire, elle applique donc le recueil des normes comptables des organismes dépendant de l'Etat, depuis le 1er janvier 2017, ainsi que le plan de comptes commun.

Concernant les règles et méthodes comptables, les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices
- Prudence

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La monnaie de présentation et de fonctionnement est l'euro.

La SGP dispose actuellement de deux filiales, créées respectivement par décision du conseil de surveillance du 24 novembre 2021 (SGP immobilier – SGPI) et du 12 mai 2022 (SGP DEV – valorisation du patrimoine immatériel).

2. Faits caractéristiques et comparabilité des comptes

2.1. Faits marquants

>>> Opération de financement long terme 2024

La Société des grands projets a réalisé deux nouvelles opérations syndiquées en 2024 à partir de son programme « Green Euro Medium Term Note » : la première en février 2024 pour un montant de €1 milliard, à échéance 25 juin 2049 (coupon de 3,50%) et la seconde en septembre 2024 pour un montant de €1 milliard, à échéance 25 mai 2045 (coupon de 3,375%).

Depuis la mise en place du programme EMTN en juillet 2018, la SGP a ainsi émis 28,245 milliards € dans le cadre de son programme « Green EMTN » de 32,5 milliards € sur une maturité moyenne de 25,4 ans à un taux fixe moyen de 1,28%."

>>> Mise en service du prolongement de la ligne 14

L'inauguration du prolongement de la ligne 14 a eu lieu le 24/06/2024 (hors gare Villejuif-Gustave Roussy).

Le montant des immobilisations pour la mise en service comptable est de 2.5 milliards et se répartit comme suit :

- Immobilisations incorporelles : 276 K€
- Terrains, sous-sols et sursols : 21 587 K€
- Terrains bâtis et autres ensembles immobiliers : 37 486 K€
- Bâtiments industriels et autres : 260 997 K€
- Installations générales : 372 K€
- Constructions : 2 165 422 K€
- Installations techniques : 9 690 K€
- Collections, Œuvres d'art : 4 866 K€
- Installations générales : 754 K€
- Mobiliers : 46 K€
- Matériels divers : 70 K€

Les conventions avec la RATP relative à la maîtrise d'ouvrage et au financement des études d'avant-projet (2015CONV005), et avec ADP relative à la Co-maîtrise d'ouvrage en vue de la réalisation sur l'aéroport de Paris-Orly de la gare Aéroport d'Orly (2015CONv041) représentent 96% du montant.

2.2. Changements comptables

Néant.

2.3. Correction d'erreurs sur exercices précédents

>>> Correction des stocks sur exercice 2023

La principale correction d'erreur significative concerne le stock de matériels roulants correspondant à la ligne 14 qui n'a pas été enregistré en comptabilité en 2023. Le montant de la rectification s'élève à 119,3 M€. Il convient de noter qu'à la différence du résultat comptable, le résultat fiscal 2023 a fait l'objet d'une correction avec la réalisation d'une liasse fiscale rectificative.

Conformément à la norme 14 du RNEP, cette absence de comptabilisation de stocks de matériels roulants doit faire l'objet d'une correction d'erreur.

« Une erreur est une omission ou une inexactitude des états financiers de l'organisme portant sur un ou plusieurs exercices antérieurs et qui résultent de la non-utilisation ou de l'utilisation erronée d'informations fiables :

- *qui étaient disponibles lorsque la publication des états financiers de ces exercices a été effectuée ;*
- *dont on pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles aient été obtenues et prises en considération pour la préparation et la présentation de ces états financiers. »*

Ainsi les comptes 110 et 119 sur lesquels ont été affectés les résultats antérieurs de la SGP, dont le résultat 2023, ont été mouvementés en contrepartie du compte 33113 (stock de la L14) pour rétablir au bilan le stock correct au début de l'exercice 2024.

L'impact de cette correction sur les comptes 2023 publiés peut être présenté ainsi :

	Poste	Comptes 2023 publiés en M€	Correction d'erreur en M€	Comptes 2023 corrigés en M€
Compte de résultat	Production stockée	79,8	119,3	199,1
Bilan	Report à nouveau	-21,1	119,3	98,2
Bilan	Stocks Matériels Roulants	304,5	119,3	423,8

2.4. Evènements post-clôture

Néant.

3. Notes relatives aux postes de bilan

3.1. Les immobilisations

>>> Acquisitions foncières

Le principe est que les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés aux acquisitions foncières sont inclus dans le coût d'acquisition de l'immobilisation. La comptabilisation des acquisitions foncières dans le patrimoine de la SGP intervient, de façon générale, lors de la signature de l'acte, à l'étude notariale, à un moment où le montant de la transaction financière et des frais afférents sont clairement identifiés. Lorsqu'il s'agit d'une acquisition terrain / Bâti, une distinction est opérée entre la valeur des deux immobilisations.

>>> Autres dépenses d'immobilisations

La décision d'investissement du Conseil de Surveillance est retenue comme fait générateur constitutif de la date d'activation des dépenses (date à partir de laquelle les coûts d'un projet sont considérés comme immobilisables).

Les immobilisations en cours, correspondent à la comptabilisation des travaux de construction des lignes, comptabilisés à l'actif en immobilisation en cours conformément à la méthode évoquée supra.

Conformément au recueil des normes comptables pour les établissements publics (RNCEP), le traitement des dépenses se synthétise comme suit :

	Investissement	Charges d'exploitation
Frais d'étude	En phase AVP (avant-projet)	Etudes préliminaires à la décision d'investissement
Assistance à maîtrise d'ouvrage générale et d'assistance technique		x
Maîtrise d'œuvre (les marchés ont été notifiés postérieurement à la décision d'investissement)	x	
Sondages relatifs au tronçon objet de la décision d'investissement	Postérieurs à la décision d'investissement	Antérieurs à la décision d'investissement
Sondages relatifs aux tronçons n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision d'investissement		x

3.1.1. Immobilisations incorporelles en valeur brute

Compte	Rubrique	2023	2024			Valeur brute 31/12/2024
		Valeur brute 31/12/2023	Augmentation de l'exercice	Reclassement de l'exercice	Diminution de l'exercice	
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	59 938 697	8 444 090	-1 209 029	935 358	66 238 399
2053100	Logiciels acquis/sous-traités	11 510 757	2 685 466		847 756	13 348 467
2053200	Logiciels créés	466 540	804 775			1 271 315
2058000	Autres concessions et droits simples	1 120 011	413 859		87 603	1 446 267
2080000	Autres immobilisations incorporelles	28 643 782	326 737			28 970 519
2325100	Logiciels sous-trait	18 213 685	4 213 253	-1 225 107		21 201 831
2370000	Avances, acomptes sur immo.incorporelles	-16 077		16 077		0
2371000	Avances verés sur immo.incorporelles	-4 760 233		4 760 233		0

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels (notamment l'ensemble des logiciels financiers : Qualiacc, SAP ...), les licences de logiciels acquises par la SGP et les études, travaux sur logiciels (GED, cockpit ...).

L'augmentation constatée sur l'exercice est essentiellement due à la poursuite des travaux sur le SIGF SAP-Khéops dont le déploiement a commencé à la fin de l'exercice pour un démarrage prévu début janvier 2025.

3.1.2. Immobilisations corporelles en valeur brute

Compte	Rubrique	2023	2024			
		Valeur brute 31/12/2023	Augmentation de l'exercice	Reclassement de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute 31/12/2024
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 183 519 316	85 716 846	2 747 134 745	28 245 966	3 988 124 940
2111000	Terrains nus	2 159	0	-2 159	0	0
2111600	Terrains nus mis à d	3 697 902	0	0	0	3 697 902
2111700	Terrains nus acquis	103 785 740	13 628 633	109 200	0	117 523 573
2113000	Sous-sols et sur-sol	24 677 938	3 244 450	865 052	14 715	28 772 725
2115000	Terrains bâtis	1 320 812	1 502 733	-2 823 545	0	0
2115160	Ensembles immobilier	22 890 770	427 254	14 073	0	23 332 098
2115170	Ensembles immobilier	14 207 176	0	0	0	14 207 176
2115570	Ens immo administrat	347 913 266	260 000	-7 471 044	4 922 059	335 780 163
2115800	Autres ensembles imm	449 225 972	1 523 577	301 439 476	15 510 774	736 678 251
2115860	Autres terrains bâti	17 293 409	0	0	0	17 293 409
2131160	Batiments industriel	1 949 772	0	0	0	1 949 772
2131170	Batiments industriel	16 141 479	0	0	0	16 141 479
2131180	Batiments industriel	3 699 760	0	211 545 768	2 298	215 243 230
2131560	Batiments administra	555 176	0	0	0	555 176
2131570	Batiments administra	6 502 014	951 000	14 308		7 467 322
2131580	Batiments administra	274 068	54 000			328 068
2131800	Autres batiments	64 126 210	15 160 078	49 953 998	216 061	129 024 225
2131860	Autres constructions	12 996 778				12 996 778
2135160	Install bat ind mad	0	60 985	843 835		904 820
2135170	Install bat ind acq	0		208 631		208 631
2135180	Install bat ind autr	3 906				3 906
2135570	Install bat adm acq	97 906				97 906
2135800	Install autres bati	0		162 998		162 998
2138000	Autres constructions	25 443 651	899 634	2 169 950 973	5 685 074	2 190 609 184
2151170	ICS sol propre acq	9 229 419	2 251 388	11 244 031		22 724 837
2155700	Outilsage - Acquis	189 142				189 142
2160000	Collections	0	727 787	10 105 569		10 833 356
2181000	Installations généra	33 912 188	16 469 565	1 655 698		52 037 451
2182700	Mat transp acquis	347 184				347 184
2182800	Autres mat transp	6 078 016	27 351 076	-895 541		32 533 551
2183170	Mat bureau acq	4 282 108			1 894 985	2 387 123
2183260	Mat inform mad	30 538	274 137			304 675
2183270	Mat inform acq	7 407 530	748 436	-641 378		7 514 588
2184700	Mobilier acquis	5 188 865	182 000	45 677		5 416 542
2188700	Mat divers acquis	48 462	114	69 715		118 291
2188800	Mat divers autres	0		739 409		739 409
	IMMOBILISATIONS EN COURS	16 556 569 091	3 689 670 001	-2 756 990 354	22 528 275	17 466 720 463
2311000	Terrains	30 000	0	-30 000	0	0
2312000	Terrains - immos en	29 991 573	15 050 855	-1 427 843	0	43 614 584
2313000	Constructions en cou	15 490 418 902	2 987 323 707	-2 728 638 813	1 502 392	15 747 601 404
2315000	Installations techni	349 938 828	181 676 039	-9 212 808	0	522 402 059
2318000	Autres immobilisatio	21 457 906	11 484 238	-11 505 702	0	21 436 442
2381000	Avances versées sur	650 178 420	493 121 273	-5 050 108	20 781 926	1 117 467 658
2382000	Acomptes versés sur	14 553 463	1 013 889	-1 125 079	243 957	14 198 316

L'actif immobilisé brut a augmenté de 3,8 Milliards d'€ en 2024 pour atteindre 21,5 Mds de valorisation brute, après une augmentation de 3,4 Mds € en 2023. Il s'agit de la traduction comptable de l'accroissement de l'activité de construction de la SGP en 2024.

Il est composé de terrains, bâtiments et immobilisations en cours de construction ainsi que les différentes immobilisations utiles au fonctionnement de la SGP (autres immobilisations corporelles).

Les avances et acomptes comprennent les frais de notaire suite à acquisition en attente de décompte définitif.

Depuis mi 2020, les terrains et constructions acquis sont enregistrés de façon différenciée. Ainsi, lors d'une acquisition d'un terrain avec bâti, les deux éléments sont chacun comptabilisés de manière spécifique, le 1er sur un compte terrain et le second sur un compte construction (selon le type de construction en industriel, administratif / commercial ou autres terrains).

Les constructions sont amorties conformément au plan d'amortissement acté par décision du Directoire (voir supra détail des durées d'amortissement).

3.1.3. Immobilisations financières

Compte	Rubrique	2023	2024			Valeur brute 31/12/2023
		Valeur brute 31/12/2023	Augmentation de l'exercice	Reclassement de l'exercice	Diminution de l'exercice	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
2611000	Participations	5 100 020				5 100 020
2751000	Dépôts versés	92 368	9 123			101 491
275-276	Autres immobilisations financières	27 638		0	0	27 638
	TOTAL GENERAL	5 220 026	9 123	0	0	5 229 149

Pour le principal, il s'agit du versement des participations pour les deux filiales créées par la SGP soit au total.

- 2 120 000€ au profit de la filiale SGPI
- 2 980 020€ au profit de la filiale SGPDEV

Les autres immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautionnements, versements effectués par la SGP dans le cadre de contrat de location ou de convention d'occupation du domaine public.

Pas d'évolution significative en 2024.

3.1.4. Amortissements

La méthode applicable a été définie par la délibération du directoire n° D 2023-08 du 25 janvier 2023.

Cette délibération a repris de manière synthétique l'ensemble des durées existantes et précisé les durées relatives aux constructions en distinguant, conformément au plan comptable des établissements publics, les bâtiments industriels, administratifs / commerciaux et autres.

L'amortissement est linéaire et respecte la règle du prorata temporis.

Les durées figurent dans le tableau synthétique suivant :

Catégorie de biens	Durée d'amortissement	Comptes comptables
Frais de recherche et de développement	3 ans	2030000
Logiciels	3 ans	2053X
Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	3 ans	2058000
Autres immobilisations incorporelles	3 ans	2080000
Agencements et aménagements de terrains	10 ans	212X
Ensembles immobiliers industriels	20 ans	21311X 21411X
Autres ensembles immobiliers (habitations, ouvrages d'infrastructures)	70 ans	2131800 2141800
Ensembles immobiliers administratifs et commerciaux	25 ans	21315X 21415X
Installations générales, agencements et aménagements de constructions	10 ans	2135X 2145X 2181000
Installations techniques, matériel et outillage	10 ans	215X
Biens historiques et culturels immobiliers	30 ans	2171000
Dépenses afférentes aux biens historiques et culturels mobiliers	20 ans	2172000
Matériel de transport	5 ans	2182X
Matériel et mobilier de bureau	5 ans	21831X 2184X 2188X
Matériel informatique	4 ans	21832X
Emballages récupérables	3 ans	2186000

Les amortissements ont évolué comme suit entre 2023 et 2024 :

Compte	Rubrique	2023	2024			
		Valeur brute 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reclassement de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute 31/12/2024
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 638 783	8 403 510	1 920 094	935 358	27 027 029
2805310	Logiciels acquis/sous-traités	9 372 031	985 460	1 295 177	847 756	10 804 913
2805320	Logiciels créés	317	214 944	102 619	0	317 879
2805800	Autres concessions et droits simples	479 181	186 949	267 624	87 603	846 151
2808000	Autres immobilisations incorporelles	7 787 255	7 016 157	254 673	0	15 058 085
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 764 381	23 965 648	6 293 995	2 535 282	40 488 742
2813116	Amts construction Bâ	70 451	102 667	0	0	173 117
2813117	Amts construction Bâ	2 200	807 592	43	0	809 835
2813118	Amts construction Bâ	79 481	2 558 305	2 113 118	0	4 750 904
2813156	Amts construction Bâ	44 476	22 238	0	0	66 714
2813157	Amts construction Bâ	166 385	268 511	-539	0	434 356
2813158	Amts construction Bâ	13 384	12 703	0	0	26 087
2813180	Amts construction Bâ	1 436 468	1 391 268	68	0	2 827 803
2813186	Amts autres constr	898 113	176 234	0	0	1 074 347
2813516	Amts Inst. géné, agn	0	86 323	0	0	86 323
2813517	Amts Inst. géné, agn	0	9 471	0	0	9 471
2813518	Amts Inst. géné, agn	0	391	0	0	391
2813557	Amts Inst. géné, agn	52 024	2 800	40 127	0	94 951
2813580	Autres batiments	0	8 517	0	0	8 517
2813800	Amts Inst. géné, agn	515 179	8 269 048	3 283 365	182	12 067 411
2815117	Amts Inst. Tech, mat	0	1 581 337	0	0	1 581 337
2815570	Amts Inst. Tech, mat	18 914	18 914	0	0	37 828
2818100	Amts agencements	876 629	3 570 848	347 406	0	4 794 882
2818270	Acquis	180 543	41 205	39 783	0	261 531
2818280	Autres	0	1 130 909	0	0	1 130 909
2818317	Amts matériel de bur	2 379 095	7 634	1 032 055	1 894 985	1 523 798
2818326	Amts matériel inform	7 239	73 666	0	0	80 905
2818327	Amts matériel inform	3 996 522	2 225 972	-619 626	640 115	4 962 752
2818470	Amts mobilier - Acqu	1 982 724	1 443 972	102 753	0	3 529 449
2818860	Amts matériel divers	31 680	0	-31 680	0	0
2818870	Amts matériel divers	12 875	7 243	-12 875	0	7 243
2818880	Amts matériel divers	0	147 882	0	0	147 882
	TOTAL GENERAL	30 403 165	32 369 158	8 214 089	3 470 640	67 515 771

La très forte augmentation des amortissements (qui ont plus que doublé en 2024) est liée à la mise en service de la ligne 14.

3.1.5. Dépréciations

Rubrique	2023	2024		
	Provisions 31/12/2022	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions 31/12/2023
DEPRECIATIONS				
CREANCES D'EXPLOITATION				
4911 Provision dépréciation des clients	865 893	66 782	859 493	73 182
TOTAL GENERAL	865 893	66 782	859 493	73 182

En termes de dépréciation de créances :

Une reprise d'un montant de 860 k€ a été constatée comprenant des non-valeurs pour un montant total de 612 K€, les autres montants correspondent à des procédures collectives.

Un montant de 66 K€ a été constaté sur 2024 Il correspond à des risques d'irrecouvrabilité sur certaines créance (14 dossiers correspondant essentiellement à des tiers locataire – loyer).

Aucune autre dépréciation n'a été constatées à ce stade.

3.2. Les stocks

Ils sont constitués de matériels roulants évalués à leur coût d'acquisition. En application de l'article 20 de la loi n°2010-597 du 3 juin 2010, ceux-ci acquis par la SGP sont ensuite transférés en pleine propriété à Ile de France Mobilité (IDFM). Compte tenu du caractère particulier de cette opération, ces coûts sont comptabilisés en stock.

Le matériel roulant est assimilable à du stock dans la mesure où il est acquis en vue d'être revendu.

Les dépenses affectées en stocks sont celles relatives aux coûts d'acquisition et autres frais liés (frais d'assistance et interne) des matériels roulants voyageurs pour les lignes 15, 16 et 17 selon le périmètre défini par la convention signée en octobre 2018 avec IDFM (indiqué en « LR » dans le tableau), ainsi que ceux des matériels roulants voyageurs pour la ligne 18 dont la convention a été signée avec IDFM le 2 décembre 2021 (« LV » dans le tableau).

Sont également stockés les matériels roulants de la ligne 14 qui ont fait l'objet d'une correction pour rétablir le stock en début d'exercice (voir supra). Le tableau ci-dessous tient compte de cette correction.

Ces dépenses sont constituées, au 31/12/2024 des éléments suivants :

- Frais d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre (quote-part affectée)
- Frais internes de maîtrise d'ouvrage de la SGP (quote-part affectée)

	Stock Initial	Stock final
3311100 – Prod en cours MR LR	239 959 275,68	260 252 970,17
3311200 – Prod en cours MR LV	64 512 479,40	95 855 194,71
3311300 – Prod en cours MR L14	119 336 468,17	66 526 063,74

Les stocks de matériels roulants augmentent logiquement pour les lignes « LR » et « LV » dans la mesure où la production du matériel se poursuit, sans transfert à l'exploitant. En revanche, une part importante du matériel de la ligne 14 a été remis à IDFM pour 382 M€, ce qui explique la diminution du stock. Une partie des rames de la ligne 14 reste à transférer en 2025, correspondant au stock final de 66 M€.

3.3. Les créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

CREANCES	Montant net du bilan	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d' 1 an	Échéances à plus d' 1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts	0,00	0,00	0,00
Autres créances immobilisées	129 128,83		129 128,83
Créances de l'actif circulant			
Créances sur les redevables	5 029 167,33	5 029 167,33	
Avances et acomptes versés sur commandes	50 783 678,15	50 783 678,15	
Créances diverses	229 189 335,88	229 189 335,88	
Charges constatées d'avance	280 408 962,02	280 408 962,02	
Total	565 540 272,21	565 411 143,38	129 128,83

Au sein des créances figurent :

- Des créances sur entités publiques / Filiale :
 - TVA à rembourser par l'Etat pour près de 212 M€ ;
 - Les avances en compte courant octroyées aux deux filiales sur 2022 et 2023 :
 - Pour la filiale SGPI un montant total de 698 000 €
 - Pour la filiale SGPDEV un montant total de 3 500 000 €

A noter que ces avances en compte courant sont productives d'intérêt.

- Des créances sur débiteurs clients et comptes rattachés pour près de 5 M€ dont une partie constatée en risque d'irrecouvrabilité et qui ont fait l'objet d'une dépréciation (cf. ci-dessous) ;
- Des avances et acomptes versés sur commandes près de 51 M€.
- Des créances sur autres débiteurs : avances sur personnel, indemnités journalières de sécurité sociale et sommes en attente de régularisation pour 12,4 M€

Les charges constatées d'avances figurant au bilan sont constituées principalement de :

- Franchise de loyers du Moods pour un montant de 203 269,17 € ;
- Primes de remboursement pour 281 746 625,90 €

3.4. Disponibilités

	2022	2023	2024
Trésorerie	13 629 679 376,79	11 980 807 009,84	10 358 445 065,43

La SGP ne dispose pas de dérogation à l'obligation de dépôt de fonds au Trésor et n'a donc pas de placements. Sa trésorerie est intégralement déposée sur son compte bancaire tenu par la DGFIP.

3.5. Financements reçus et capitaux propres

3.5.1. Tableau des financements reçus

Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à reprise de dépréciation	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé		
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ETAT							
Financements non rattachés à un actif							
Financements rattachés à un actif							
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT							
Financements non rattachés à un actif							
Régions							
Départements							
Communes et groupements de communes							
Autres entités publique dont établissements publics	1 276 446,50						
Union européenne	74 130 474,40	21 044 789,10					1 276 446,50
Autres organismes							95 175 263,50
Autres							
Financements rattachés à un actif							
Régions							
Départements	194 750,00						194 750,00
Communes et groupements de communes	705 999,00						705 999,00
Autres entités publique dont établissements publics							
Union européenne							
Autres organismes	1 427 146,60	480 013,10					1 907 159,70
Autres	31 996,73	0,00					31 996,73
TOTAUX	77 766 813,23	21 524 802,20					99 291 615,43

Sur 2023, une subvention européenne avait été reçue pour plus de 24 M€ dans le cadre du programme LARA. Le solde a été versé en 2024 pour 21 M€.

Sur le « stock » de subventions relatives à des financements d'actif :

- Un don en 2014 d'un terrain bâti par la Ville de Bagneux pour un montant de 705 999€ (intégration en contrepartie du compte 211 non amortissable). La valeur du terrain était de 706 000€, mais l'acquisition a été faite à l'euro symbolique. Seul le montant de 705 999€ a été comptabilisé en immobilisation, les € l'ont été en recette.
- Un don en 2013 d'un terrain nu situé à Villejuif par le Département du Val de Marne, pour un montant de 150 000€ (intégration en contrepartie du compte 211 non amortissable)
- Une subvention caisse des dépôts relative au programme d'investissement d'avenir « ville de demain ».
- Des subventions européennes (subvention LARA) et du PIA.

3.5.2 Réserves, résultat et report à nouveau

Les réserves sont constituées par les différents résultats constatés sur les exercices 2010 à 2023, affectés en réserve sur décision du conseil de surveillance. Les reports à nouveau correspondent à des opérations de régularisations enregistrées conformément à la norme 14 du RNCEP sur les corrections sur exercices antérieurs.

Le résultat 2023 déficitaire a été affecté conformément à la décision du conseil de surveillance du 29 février 2024

- 152 042 334,38 € affectés en réserves facultatives

Le compte report à nouveau est créditeur (compte 110) du fait de corrections d'erreurs (cf. paragraphe 2.3).

En effet les diverses rectifications ont conduit à imputer ces sommes d'abord au compte 119 sur l'exercice 2024 jusqu'à apurement complet de ce compte puis au 110 – report à nouveau créditeur pour les autres corrections. Les différentes corrections enregistrées sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Synthèse des corrections		
Désignation	Montant total	Impact comptable
Correction des stocks L14	-119 336 468,10	Augmentation des stocks à l'actif et augmentation du résultat 2023 (année antérieure)
Correction des amortissements antérieurs	8 100 640,51	Augmentation des amortissements par une réduction de résultats antérieurs
Reclassement de charges en immobilisations sur exercices antérieurs	-1 917 859,00	Augmentation de la valeur des immobilisations à l'actif par réduction de résultats antérieurs
Reclassement d'immobilisations en charges sur exercices antérieurs	5 508 003,77	Diminution de la valeur des immobilisations à l'actif par augmentation de résultats antérieurs
Pour mémoire report à nouveau négatif au 31/12/2024	21 089 613,64	Conforme avec la balance comptable
Report à nouveau positif au 31/12/2024 après correction	-86 556 069,18	Conforme avec la balance comptable

3.6. Provisions

		2023	2024		
Rubrique		Provisions 31/12/2022	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions 31/12/2023
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
151	Provisions pour risques	5 921 113,84	8 505 420	1 126 954	13 299 580,14
158	Autres provisions pour charges	-			-
TOTAL GENERAL		5 921 113,84 €	8 505 419,83 €	1 126 953,53 €	13 299 580,14 €

Les provisions pour risques comprennent :

- Des provisions liées à des litiges, principalement avec des riverains, au nombre de 26. En 2024 trois litiges ont abouti à des rejets de la requête, permettant une reprise de provision de 1 M€. En revanche, 13 nouveaux litiges sont entrés et 4 ont fait l'objet de réévaluations, conduisant à des dotations aux provisions pour un montant de 8,5 M€.
- Des provisions liées à des litiges RH : Instances devant les prud'hommes : 7 litiges en cours dont 1 nouveau sur 2024, provisionné à hauteur de 310 K€. Un litige réglé sur 2023 ayant conduit à une reprise partielle de provision (113 K€).

3.7. Emprunts et dettes

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE			
DETTES	Montant net du bilan	Degré d'exigibilité du passif	
		Échéances à moins d' 1 an	Échéances à plus d' 1 an
Dettes financières			
Emprunts et dettes financières divers	30 787 471 351,46		30 787 471 351,46
Dettes sur achats & prestations de service et comptes rattachés	249 245 266,64	249 245 266,64	
Avances et acomptes reçus	462 683 380,81		
Dettes fiscales et sociales	25 612 071,63	25 612 071,63	
Autres dettes d'exploitation	31 345 790,90	31 345 790,90	
Produits constatés d'avance	235 456 377,89	235 456 377,89	
Total	31 791 814 239,33	541 659 507,06	30 787 471 351,46

3.7.1. Dettes financières

Les dettes financières sont composées des emprunts souscrits auprès des établissements financiers, entre 2017 et 2024.

La SGP a réalisé sa première émission obligataire verte sur les marchés financiers internationaux en octobre 2018 pour un montant de 1,75 milliard € à 10 ans (SGP 1.125% 10/28) complétée en novembre par son premier placement privé à 50 ans de 20 millions €.

De 2019 à 2024, les émissions obligataires se sont poursuivies : 3,225 Mds€ en 2019 et 11 Mds€ en 2020, 6,5 Mds€ en 2021, 1,75 Mds€ en 2022, 2 Mds€ en 2023 et 2 Mds€ en 2024 portant le total de la dette obligataire à 28,2Mds€.

Le détail par émission d'emprunts est le suivant :

N° émission	Date d'émission	Nombre d'obligations	Valeur nominale	Nominal initial en €	Coupon	Durée (années)	Date de maturité
1	22/10/2018	17 500	100 000,00	1 750 000 000	1,12500	10	22/10/2028
2	26/11/2018	200	100 000,00	20 000 000	2,14500	50	26/11/2068
Sous total EMTN 2018		17 700	100 000,00	1 770 000 000			
3	14/02/2019	500	100 000,00	50 000 000	2,10000	50	14/02/2069
4	19/03/2019	500	100 000,00	50 000 000	2,06200	51	19/03/2070
5	20/03/2019	20 000	100 000,00	2 000 000 000	1,12500	15	25/05/2034
6	16/04/2019	550	100 000,00	55 000 000	1,95500	50	16/04/2069
7	16/04/2019	700	100 000,00	70 000 000	1,92300	47	25/05/2066
8 T1	03/06/2019	10 000	100 000,00	1 000 000 000	1,70000	31	25/05/2050
Sous total EMTN 2019		32 250	100 000,00	3 225 000 000			
9T1	18/02/2020	25 000	100 000,00	2 500 000 000	1,00000	50	18/02/2070
10	08/04/2020	500	100 000,00	50 000 000	1,14900	49	08/04/2069
8T2	07/05/2020	15 000	100 000,00	1 500 000 000	1,70000	30	25/05/2050
11T1	15/10/2020	30 000	100 000,00	3 000 000 000	0,00000	10	25/11/2030
12	15/10/2020	30 000	100 000,00	3 000 000 000	0,70000	40	15/10/2060
9T2	18/02/2020	7 500	100 000,00	750 000 000	1,00000	50	18/02/2070
13	29/10/2020	2 000	100 000,00	200 000 000	0,57550	32	29/10/2052
Sous total EMTN 2020		110 000	100 000,00	11 000 000 000			
14T1	10/05/2021	20 000	100 000,00	2 000 000 000	0,87500	25	10/05/2046
16T1	26/11/2021	17 500	100 000,00	1 750 000 000	0,30000	10	25/11/2031
17T1	26/11/2021	12 500	100 000,00	1 250 000 000	1,00000	30	26/11/2051
15T1	02/09/2021	15 000	100 000,00	1 500 000 000	0,30000	15	02/09/2036
Sous total EMTN 2021		65 000	100 000,00	6 500 000 000			
18T1	07/04/2022	17 500	100 000,00	1 750 000 000	1,62500	20	08/04/2042
Sous total EMTN 2022		17 500	100 000,00	1 750 000 000			
19	17/01/2023	10 000	100 000,00	1 000 000 000	3,50000	20	25/05/2043
20	05/04/2023	10 000	100 000,00	1 000 000 000	3,70000	30	25/05/2053
Sous total EMTN 2023		20 000	100 000,00	2 000 000 000			
21	13/02/2024	10 000	100 000,00	1 000 000 000	3,50000	25	25/06/2049
22	18/09/2024	10 000	100 000,00	1 000 000 000	3,37500	21	25/05/2045
Sous total EMTN 2024		20 000	100 000,00	2 000 000 000			
Total EMTN au 31/12/2024				28 245 000 000			

Les autres emprunts correspondent à des emprunts BEI pour un montant total de 2.5Mds€.

Ils se répartissent comme suit :

Tirages	Date de versement	Date de Maturité	Taux d'Interets	Devise	Montant du tirage	Montant restant dû (après amortissement)	Statut
<u>T1</u>	26/07/2017	26/07/2057	1,767%	EUR	300 000 000	300 000 000	en vie
<u>T2</u>	09/11/2017	26/07/2057	1,674%	EUR	400 000 000	400 000 000	en vie
<u>T3</u>	12/04/2018	26/01/2058	1,683%	EUR	300 000 000	300 000 000	en vie
<u>T4</u>	15/10/2021	15/10/2061	0,540%	EUR	1 000 000 000	975 000 000	en vie
<u>T5</u>	10/12/2021	10/12/2061	0,528%	EUR	500 000 000	487 500 000	en vie

Au cours de l'année 2024, la SGP n'a pas émis de dette de court terme. A noter que ces titres de créances sont enregistrés en autres dettes, conformément aux préconisations de la DGFIP.

Règles de comptabilisation :

- Les Titres de Créances Négociables - TCN (programme CACEIS)

Depuis 2020, à la suite d'expertise, la comptabilisation des TCN n'est plus dissociée en fonction de leur durée. Pour l'émetteur, et ce y compris pour des durées de remboursement inférieur à 12 mois, les TCN sont à enregistrer en tant que dettes financières (1681).

Pour la SGP, dans son rôle d'émetteur, il a été choisi de comptabiliser ces TCN en dettes financières au compte 1681.

- Les primes de remboursement obligatoire et frais d'émission

Les emprunts obligataires souscrits (programme EMTN) donnent lieu à la constatation de primes de remboursement et, le cas échéant, à des frais d'émission.

La SGP a opté pour un amortissement par fraction égale des primes de remboursement pour ces emprunts et non pour un étalement sur la durée de l'emprunt à laquelle ils se rapportent selon la méthode actuarielle.

De la même manière l'option d'étalement des frais d'émission d'emprunt a été choisie par fraction égale sur la durée de l'emprunt pour les emprunts faisant l'objet de ces frais.

- Cas des primes d'émission d'emprunts :

Du fait de la conjoncture actuelle, les emprunts obligataires émis par la SGP présentent une valeur de remboursement inférieure à leur valeur d'émission.

En comptabilité générale, la prime d'émission est considérée comme une prime de remboursement (Bull CNC n° 57 du 4ème trimestre 1983). A ce titre la prime d'émission est comptabilisée au crédit du compte 169.

Le compte 169 a été subdivisé pour suivre indépendamment, les primes de remboursement et les primes d'émission. Le traitement de ces primes en matière d'étalement est identique aux primes de remboursement avec une répartition sur la durée de vie de l'emprunt.

A l'instar des primes de remboursements, les primes d'émission sont constatées dans une subdivision dédiée du compte 169 « Primes de remboursement des obligations ».

Les éventuels produits financiers rattachés à l'exercice peuvent être suivis dans une subdivision du compte 786 dédiée à ces opérations (exemple 7861 « Quote-part de primes de remboursement des obligations rattachée à l'exercice »).

Ainsi, l'étalement de ces primes se fait au travers de ce compte.

3.7.2. Dettes non financières

	2023	2024	Evolution
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 640 517,38	249 245 266,64	133,72%
Dettes fiscales et sociales	40 559 882,36	25 612 071,63	-36,85%
Avances et acomptes reçus	430 432 503,73	462 683 380,81	7,49%
Autres dettes non financières	25 888 568,28	31 345 790,91	21,07%
Produits constatés d'avances	246 451 256,00	235 456 377,89	-4,61%
TOTAL	849 982 660,11	1 004 342 887,88	120,82%

Les dettes non financières correspondent :

- Aux dettes fournisseurs pour 249,2 M€. La quasi-totalité de ces dettes correspondent aux charges à payer de fonctionnement et d'investissement, des opérations qui en clôture 2024 avaient donné lieu à service fait, mais n'avaient pas fait l'objet de demandes de paiement et de mise en paiement. Poste en hausse par rapport à l'an passé. Ceci est particulièrement lié au fait que la SGP a consommé l'intégralité de son budget d'investissement sur 2024 et a donc dû reporter une partie de ses paiements sur l'exercice 2025.
- Aux dettes fiscales et sociales : Les dettes fiscales et sociales comprennent également les dettes provisionnées relatives aux droits à congés et CET chargés (6,5 M€).
- Aux autres dettes non financières : solde des comptes autres dettes non financières, d'imputation provisoire de recette, des comptes de virements ré imputés et d'excédents de versement.

- Le poste « avances et acomptes reçus » correspond aux acomptes payés par IDFM au titre du matériel roulant. Ainsi qu'évoqué précédemment dans le paragraphe qui explicite la correction d'erreurs sur les exercices antérieurs, cette somme remboursée tous les ans par IDFM est imputée en acomptes et avances reçus.

Aux produits constatés d'avances : Primes d'émission d'obligation pour 223 357 769,74€ et la constatation de la franchise de loyer en termes de quote-part de participation des travaux (12 098 608,15€ en solde)

Détail des charges à payer

L'évolution des différents postes de charges à payer reflète l'activité de la SGP :

	2023	2024	Variation
Charges à payer fournisseurs de biens et services	22 816 519,43	28 026 679,21	22,83%
Charges à payer fournisseurs d'immobilisations	90 523 119,92	167 860 804,33	85,43%
Dettes provisionnées pour congés payés et charges de personnel	14 214 503,60	17 919 354,65	26,06%
Charges sociales et fiscales sur congés à payer et charges de personnel	5 771 498,23	2 927 747,82	-49,27%
Autres charges à payer	2 422 747,63	572 032,12	-76,38%
Intérêts courus non échus	184 307 698,08	217 306 618,13	48,62%

- Une atteinte du plafond autorisé des dépenses budgétaires en investissement qui a nécessité le report de paiement d'une partie des charges (fournisseurs d'immobilisations)
- Une hausse de l'endettement avec des ICNE importants.

4. Notes relatives au compte de résultat

L'exercice 2024 voit son résultat s'améliorer par rapport à 2023 à **-43,2 M€** contre - 152M€ en 2023, tout en restant négatif. Cet écart doit toutefois être relativisé. En effet, en tenant compte de la correction effectuée sur les stocks, le résultat 2023 aurait dû être de -32,5 M€. Dans ces conditions, le résultat net de la SGP se dégrade légèrement en 2024.

Ce résultat s'explique par une évolution à la hausse des charges de fonctionnement et financière, les recettes en forte hausse ne parvenant pas à compenser totalement cet accroissement.

Les dépenses exécutées par la SGP sont réparties en 4 enveloppes :

- Fonctionnement
- Intervention
- Investissement
- Personnel

4.1. Charges

En matière de charges, la SGP a adopté conformément à l'article 178 du GBCP, un suivi budgétaire sur 3 enveloppes distinctes : dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement et dépenses d'intervention.

Les charges de fonctionnement représentent 69 % du total des charges contre 61,5 % en 2023. Avec un taux de 5 %, les charges d'intervention, ne représentent plus qu'une faible part (10,4 % l'an dernier) de ce total. Les charges financières représentent quant à elle 26 % contre 28 % en 2023.

Le total des charges a poursuivi son augmentation (+24%) entre 2023 et 2024 (après +35% entre 2022 et 2023), ce qui témoigne avant tout de la hausse de l'activité de la SGP.

Cette croissance trouve sa source principale dans une augmentation des charges de fonctionnement hors personnel, notamment des services extérieurs. La très forte augmentation de ce poste provient essentiellement d'une hausse liée à l'acquisition des divers matériels roulants dans le cadre des conventions passées avec IDFM et RATP. Les charges pour ce poste s'établissent à 424 M€, soit +213,7 M€ par rapport à 2023.

En ce qui concerne les autres charges de fonctionnement, qui regroupent notamment les interventions de la SGP (subventions accordées par la SGP, dans le cadre des opérations d'aménagement préalables ou concomitantes à la réalisation du Grand Paris Express), le poste est en baisse (-50 M€) et retrouve un niveau proche de celui de 2022 après la forte hausse constatée en 2023.

Les dépenses de personnel poursuivent leur croissance, à un rythme toutefois moins soutenu que les dépenses de fonctionnement, sur 2024 (+9,5 %).

Les charges financières poursuivent leur progression (+17,4 % après +28,75% en 2022) pour un total de 350 M€, venant peser sur les charges du compte de résultat et expliquant une part du résultat déficitaire de l'année.

Enfin les dotations aux amortissements et provisions ont plus que doublé en 2024 par rapport à 2023, compte tenu principalement de la mise en service en milieu d'exercice et du démarrage de l'amortissement des infrastructures prolongeant la ligne 14 du métro.

4.2. Produits

Entre 2023 et 2024, les recettes (hors produits financiers) se sont accrues de plus de 40% après +14% entre 2022 et 2023. Le cœur des recettes de la SGP reste les produits tirés de la fiscalité affectée :

- Légère baisse de la taxe spéciale d'équipement (TSE) à 61 M€ (-6 M€), hausse de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) à 89 M€ contre 79 M€ en 2023.
- Forte hausse de la taxe sur les bureaux (718 M€ contre 664 M€ en 2023, soit +8%).
- La taxe de séjour reste stable à 23,7 M€.

L'évolution positive des produits est principalement liée à la remise à IDFM et au remboursement correspondant des matériels roulants de la ligne 14 qui génère, pour la SGP, un produit de 383 M€. Ce produit vient compenser les charges constatées jusqu'alors pour l'achat de ces mêmes matériels.

5. Autres informations

5.1. Engagements hors bilan

Néant

5.2. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

5.3. Aspects environnementaux

La SGP a procédé à deux émissions obligataires vertes en 2024 à partir du programme « Green EMTN » pour un montant total de 2 milliards € (1 milliards € à échéance 25/05/2049 avec un coupon de 3,50% et 1 milliards € à échéance 25/05/2045 avec un coupon de 3,375%)

5.4. Filiales et participations

La Société des grands projets est exemptée d'établir des comptes consolidés au 31 décembre 2024, ses deux filiales Société du Grand Paris Immobilier, Société du grand Paris développement ainsi que les deux SCCV « Le Phare d'Issy » et « Créteil Gare l'Echat », étant considérées comme entités d'intérêt négligeable au 31 décembre 2024.

En effet, les montants d'actifs, passifs et de résultat de ces entités au 31 décembre 2024 sont sans incidence sur l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par la Société des grands projets et ses filiales.

L'article L. 233-19 du Code de commerce, repris par l'instruction n° 08-017-M9 du 3 avril 2008 relative aux comptes consolidés des établissements publics nationaux, dispose ainsi que : « *sous réserve d'en justifier dans l'annexe des comptes individuels, une participation ou une filiale peut être laissée en dehors de la consolidation lorsque la filiale ou la participation ne représente, seule ou avec d'autres,*

qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble. »

Ainsi au 31/12/2024 la situation des deux filiales, créées respectivement par décision du conseil de surveillance du 24 novembre 2021 (SGP immobilier – SGPI) et du 12 mai 2022 (SGP DEV – valorisation du patrimoine immatériel) est la suivante :

SGPI

- En 2024, la SGP I a créé une SCCV (Villiers-sur-Marne).
- SGP I, en collaboration avec SGP a désigné deux promoteurs avec qui elle va s'associer en co-promotion sur l'opération de Thiais-Orly. Les 4 SCCV pour ces projets (2 SCCV avec le promoteur Sogeprom et 2 SCCV avec le promoteur GA Smart Building) seront immatriculées en 2025.
- La SCCV Créteil Gare l'Echat a acquis auprès de la SGP, le foncier du projet immobilier via une vente sous conditions résolutoires. Pour cela, la SGP I a apporté les fonds propres en 2024 à la SCCV de 1 392 000 €.

SGPDev

En 2024, 3 conventions de financement ont été signées sur SGP DEV :

- Haut de France (montant SGP DEV : 3 360 000€)
- Grand-Est (montant SGP DEV : 4 980 000 €)
- Rouen (montant SGP DEV : 1 620 000 €)

Soit un total de 9 960 000€ d'engagements qui demeurent, à ce stade, hors bilan.

Le montant du bilan de chacune des filiales s'élève au 31/12/2024 :

- SGPI : 5,5 M€ (dont 3,3M de trésorerie)
- SGPDEV : 11,5 M€ (dont 4,5 M€ de trésorerie)

Au regard de leurs enjeux financiers inscrits à leurs bilans et de leurs activités au 31/12/2024, ces deux filiales sont considérées comme n'ayant qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble du « groupe » SGP. Les comptes de ces filiales ne sont donc pas consolidés avec les comptes de la SGP.

5.5. Effectifs SGP au 31/12/2024

Catégorie	Nombre
Régime général	998
MAD RATP	33
MAD SNCF	2
MAD fonction publique d'Etat	4
MAD fonction publique territoriale	10
Détachement fonction publique d'Etat	34
Détachement fonction publique territoriale	28
TOTAL	1 109



Société des Grands Projets

2, Mail de la Petite Espagne
93200 Saint-Denis

[**societedesgrandsprojets.fr**](http://societedesgrandsprojets.fr)